ACCORD D'ASSOCIATION ENTRE L'ALGÉRIE ET L'UNION EUROPÉENNE

Un nouveau ton chez Ziari

A entendre l'allocution d'ouverture du président de l'APN, Abdelaziz Ziari, hier, à l'occasion d'une journée parlementaire sur l'accord d'association avec l'union européenne et son impact sur l'économie nationale, l'Algérie œuvrera pour une révision globale, et à la base, des textes de lois régissant cette convention.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le temps des demi-mesures et du bricolage, comme l'ont qualifié hier les différents intervenants à l'Assemblée populaire nationale, touche-t-il à sa fin. L'Algérie a-t-elle, enfin, décidé de formuler d'une manière directe ses méfiances, réticences et désagréments quant à l'accord d'association avec l'Union européenne ? C'est, du moins, ce que laisserait entendre l'allocution offensive du président de l'APN Abdelaziz Ziari, lue en son nom par le vice-président du Parlement-Azzedine Boutaleb. Pour le troisième personnage politique du pays, l'UE se focalise uniquement sur le volet commercial de l'accord d'association, écartant toutes autres considérations de croissance économique, transfert de technologie, ou de développement et même politique. «La réticence héréditaire de l'Union européenne vis-à-vis de ses voisins de la rive Sud est arrivée à un point tel que seule la lutte contre l'immigration clandestine, le terrorisme, la pollution de l'environnement et l'ouverture de nos marchés à ses produits l'intéressent. Aujourd'hui, nous sommes en droit de réclamer un véritable partenariat, et c'est dans ce cadre, que nous exigeons une révision à la base de cet accord d'association», a-t-il déclaré.

Pour Abdelaziz Ziari, la rive sud souffre de différentes perturbations, tant sur le plan du développement économique, social que politique, et l'Union européenne devrait justement se pencher et porter plus d'intérêt à ces problèmes avant d'envisager dorénavant quoi que ce soit.

C'est du moins ce qui intéresse, aujourd'hui, les pays émergents, et c'est justement l'intérêt commun découlant d'une prise de conscience générale qui, selon le discours de Ziari, impose une telle ligne de conduite.

Sous pression, il arrive au gouvernement de prendre des décisions contradictoires

De son côté l'expert international Mbarek Seraï a insisté sur la nécessité de ne pas laisser le gouvernement algérien travailler seul. «Notre gouvernement se défend bien depuis 2009 (LFC 2009, ndlr), mais sous pression, il lui arrive souvent de prendre des décisions contradictoires qui peuvent se retourner contre nous», a-t-il martelé. Pour ce dernier, le constat est clair, «l'accord d'association avec l'Union européenne a permis à l'Algérie de gagner du chemin sur le plan politique après l'embargo de la décennie noire, mais il faut dire que, sur le plan technique, nous sommes perdants à 99%.

D'autant plus que l'industrie algérienne reste faible en termes d'emballage, de qualité ou de quantité de nos produits, d'où la transformation de notre marché en une décharge publique anarchique qui, par conséquent, ne fait qu'alourdir notre facture alimentaire.»

Enfin, Mbarek Seraï s'est dit dans l'obligation de répéter une vérité qui, à une certaine époque, n'avait pas plu à certains ministres : «Arrêtez le bricolage ! Mettez le dossier de l'accord d'association sur la table pour une révision sérieuse et globale !»

M. M.

Photo : Samir Sid

Abdelkader Ziari.

MALGRÉ UN «DUR» DISPOSITIF POLICIER

Les professionnels de la comptabilité et les élus FNA devant l'APN

Un véritable «mur policier» a encerclé, hier matin, les deux rassemblements de professionnels de la comptabilité et des élus du Front national algérien (FNA), qui a eu lieu au niveau de la placette jouxtant le siège de l'Assemblée populaire nationale. Pourtant, ni le nombre de protestataires, encore moins la nature du rassemblement, ne nécessitaient une telle mobilisation répressive. A l'appel de l'ordre national des experts comptables, des commissaires aux comptes et des comptables agréés, les professionnels de ce secteur, tous corps confondus, se sont rassemblés, hier, en début de matinée à Alger devant le siège de l'APN. Ces derniers qui ont, à l'occasion, transmis une plateforme de revendications à l'Assemblée populaire nationale, exigent, entre autres, la révision de la loi 10-01 du 29 juin 2010, relative à la profession d'expert-comptable, commissaire aux comptes et comptable agréé.

A cet effet, les professionnels de ce secteur dénoncent l'élaboration de textes de loi sans concertation avec le partenaire social, la remise en cause de l'indépendance de la profession ainsi que son organisation, et ce, en contradiction avec les normes universelles.

A cet effet, les contestataires appellent à «l'amendement des nouveaux textes de lois dans l'intérêt majeur et unique de l'économie nationale sur la base d'un dialogue avec l'ensemble des professionnels du secteur».

De son côté, le Front national algérien (FNA) a tenu hier un rassemblement pour protester contre le projet de loi portant code communal, mais cependant pas avec le même nombre de participants (1 700 élus) que son président Moussa Touati avait annoncé la veille. Le nombre des contestataires n'a pas dépassé la centaine.

Annoncé pour 11h devant le siège de l'APN, le rassemblement du FNA a commencé à prendre forme dès 10h30, dans un esprit pacifique et sans le moindre dépassement. Des slogans «Retrait du code communal, intérêt national», «Pas de lois touchant à l'intégrité de la Constitution», «L'Algérie aux Algériens»… ont été scandés par les protestataires pour dénoncer le contenu d'un projet de loi, qui, à leurs yeux, touche directement aux prérogatives des élus communaux et, par conséquent, au pouvoir du peuple et à l'état de droit.

Mehdi M.

SELON LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, ANTONIO TAJANI

L'Algérie doit poursuivre les réformes

L'Algérie doit continuer les réformes économiques et politiques, visant à donner de l'espoir aux jeunes, selon le vice-président de la Commission européenne, chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, au Palais des nations (Club-des-Pins), en marge des travaux de la 19e Conférence des ministres africains de l'Industrie (CAMI), Antonio Tajani a salué les réformes en cours dans le domaine industriel, en termes de renforcement de l'économie réelle notamment. Un sujet à l'ordre du jour de la réunion des ministres euro-méditerranéens de l'Industrie, prévue début mai 2011.

De même que l'officiel européen a formulé, devant les médias, la disponibilité de l'Union européenne à élargir la coopération dans le domaine du tourisme et la promotion des Pme, thèmes discutés, selon lui, avec les deux ministres algériens de tutelle.

Evasif sur la question de la révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, concernant notamment le démantèlement tarifaire et au menu du Conseil d'association prévu en juin 2011, l'officiel européen a, néanmoins, exprimé la possibilité d'une meilleure application de l'accord.

Pour autant, Antonio Tajani a estimé que la poursuite des réformes est incontournable, dans la mesure où l'Europe est disposée à appuyer les pays maghrébins dans le cadre d'un Plan Marshall de 7 à 10 milliards d'euros, consacré à la prise en charge des réfugiés. Et cela même si le représentant européen a laissé entendre qu'il n'y a pas de problème en Algérie comme ceux que connaissent d'autres pays maghrébins.

Invité de la 19e CAMI, Antonio Tajani a exprimé l'appui total de l'Union européenne au développement industriel de l'Afrique, la facilitation de l'accès des produits et des opérateurs africains au marché commun, voire aux financements, tout en focalisant sur la promotion des Pme et la mise en œuvre des réformes. Mais aussi en appelant l'ensemble des pays européens à présenter des excuses aux Africains pour les crimes coloniaux.

Concernant la 19e CAMI dont les travaux se poursuivent aujourd'hui, sous la présidence algérienne (du ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'Investissement, Mohamed Benmeradi), l'occasion a été donnée, hier, à plusieurs participants d'appeler à opérer des changements structurels en Afrique, à même de contribuer au développement des industries de transformation des matières premières, ainsi qu'à l'émergence d'une industrie pharmaceutique et agroalimentaire africaine.

C. B.

SELON LES PRÉVISIONS DU MINISTRE DES FINANCES

L'inflation inférieure à 5,7% en 2011

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a estimé, en marge de la 19e CAMI, que la croissance économique devrait être appréciable en 2011, tirée par la demande publique et privée. Quant à l'inflation, elle serait, selon ses prévisions, inférieure à celle enregistrée en 2009 (5,7%).

Selon M. Djoudi, le risque de poussée inflationniste, dû au versement des rappels au titre des régimes indemnitaires, peut être géré.

En précisant, à titre particulier, que les textes relatifs au régime indemnitaire des travailleurs du secteur des finances seront promulgués prochainement. Comme le grand argentier du pays a estimé que la décision de la Banque d'Algérie d'émettre des nouveaux billets de 2 000 dinars, une mesure de facilitation et de stabilisation selon lui, ne devrait pas impacter négativement sur le pouvoir d'achat et sur la masse monétaire. Comme Karim Djoudi a écarté tout lien entre le manque de liquidités sur le marché et la flambée de l'euro sur le marché parallèle.

C. B.